

Un peu d'histoire

Les accords de Dayton, signés en 1995 sur la base militaire américaine de Wright-Patterson (Ohio) par les présidents Slobodan Milosevic (serbe), Franjo Tuman (croate) et Alija Izetbegovic (bosniaque), sont fondés sur une contradiction fondamentale : ils consacrent l'intégrité territoriale de la Bosnie tout en la partageant en deux entités ethniques distinctes, la Fédération croato-musulmane (51% du territoire) et la République serbe de Bosnie (49%).

- De nouvelles velléités d'un redécoupage des frontières des Balkans font surface.
- Certains prônent la réorganisation de la région autour de trois grands pays : l'Albanie, la Croatie, la Serbie.
- La Bosnie-Herzégovine, elle, est au bord de l'implosion.

Le retour de la haute tension dans les Balkans

Les Balkans, toute une région en ébullition



Le temps des redécoupages ?

Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin
Correspondants dans les Balkans

Echanger le nord du Kosovo, majoritairement serbe, contre la vallée de Presevo, dans le sud de la Serbie, principalement peuplée d'Albanais : l'idée revient régulièrement, depuis la fin de la guerre en 1999, et elle a été relancée par Dana Rohrabacher, le président de la sous-commission Europe de la Chambre des représentants des Etats-Unis, qui a même écrit au président serbe, Tomislav Nikolic, pour lui proposer la solution. L'élu de Californie ne s'en est pas tenu là. Interrogé par la télévision albanaise Vizion Plus, il a estimé que la Macédoine était un "pays artificiel" qu'il conviendrait de partager entre l'Albanie et la Bulgarie.

Cette proposition n'est pas très originale non plus : elle avait fait surface lors du conflit armé de 2001, qui avait opposé la minorité albanaise de Macédoine (un quart de la population totale du pays) au gouvernement de Skopje, et elle est toujours plébiscitée par les nationalistes bulgares, qui considèrent les Macédoïniens comme des "Bulgares de l'Ouest", injustement séparés de la "mère-patrie". Le problème est toutefois que les intéressés ne l'entendent pas de cette oreille et sont attachés à l'identité spécifique de leur pays.

Des découpages sur papier

Le 20 décembre, Timothy Less, ancien diplomate britannique et animateur du think tank Nova Europa, publiait un long article dans la prestigieuse revue "Foreign Affairs" : "Puisque les politiques internationales visant à créer ou maintenir des Etats multiethniques auraient échoué, il serait temps", expliquait-il, "d'accepter la réalité du terrain et de réorganiser la région autour de trois 'grands' pays, l'Albanie, la Croatie, la Serbie, en en faisant disparaître deux autres, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo."

Le premier serait partagé entre Croatie et Serbie, hypothèse toutefois difficilement acceptable pour les Bosniaques musulmans, tandis que l'essentiel du Kosovo rejoindrait l'Albanie, ce que souhaitent effectivement beaucoup de Kosovars, le secteur nord étant rétrocédé à la Serbie. Dans ce schéma, le sort de la Macédoine et du Montenegro reste en suspens : autant les régions pro-serbes du nord de ce dernier pays pourraient, en théorie, accepter un rattachement à la Serbie, autant l'identité monténégrine est

fermement revendiquée par une bonne partie de ses 600 000 habitants.

Ces idées de partage ont régulièrement été défendues par les nationalistes de tous les pays de la région. Dès les années 1980, l'écrivain serbe Dobrica Cosic plaidait pour une division du Kosovo, assurant qu'il pourrait garantir une paix durable entre Serbes et Albanais. L'Eglise orthodoxe serbe a développé de semblables projets au cours de la décennie suivante, tandis que l'académicien kosovar Rexhep Qosja a repris à son compte l'idée d'un échange territorial avec Belgrade.

La fin des Etats multiethniques ?

Depuis un quart de siècle, toutes les politiques internationales dans les Balkans reposaient au contraire sur le principe de l'intangibilité des frontières et le maintien d'Etats théoriquement multiethniques, même si la Bosnie-Herzégovine est, de fait, divisée depuis les accords de Dayton par des frontières internes à base communautaire. L'indépendance du Kosovo, en 2008, était même supposée fixer la "dernière pièce du puzzle balkanique", selon la formule abondamment utilisée à l'époque, mais l'intégration de la minorité serbe dans les institutions du nouvel Etat s'est révélée un échec, et les idées de partition refont surface alors que beaucoup spéculent sur un changement d'orientation de la politique américaine dans la région.

"L'administration Trump va certainement poursuivre le désengagement américain, mais elle ne va pas changer radicalement d'orientation dans la région et les nationalistes serbes qui parient sur un rapprochement stratégique entre la Russie et les Etats-Unis risquent fort d'être déçus", estime toutefois l'analyste Naim Rashiti, directeur du Balkans Policy Research Group, un think tank de Pristina. "Les spéculations sur des changements de frontière sont cependant un signe évident que la région s'approche d'une période de fortes turbulences."

"Il serait temps de réorganiser la région autour de trois 'grands' pays."

Timothy Less

Ancien diplomate britannique, animateur du think tank Nova Europa.

Le feu couve en Bosnie-Herzégovine

Peut-on encore considérer la Bosnie-Herzégovine comme un Etat ?

Dimanche 19 février, la fracture entre les entités du pays, la Republika Srpska et la Fédération, s'est encore un peu creusée, les deux principaux partis serbes ayant décidé de boycotter les institutions centrales, une première depuis la fin de la guerre. Ils dénoncent un nouveau geste "anti-serbe" de Sarajevo.

La semaine dernière, Bakir Izetbegovic, le membre bosniaque de la présidence tricéphale, a en effet annoncé sa volonté de demander la révision de l'arrêt rendu en 2007 par la Cour internationale de justice (CIJ), disculpant Belgrade de toute responsabilité dans les massacres, les viols et le nettoyage ethnique commis pendant la guerre.

Crispations nationalistes

La Cour avait alors seulement estimé que la Serbie avait "violé l'obligation de prévenir le génocide" prescrite par les conventions internationales, reconnaissant au passage le caractère "génocidaire" du massacre commis en juillet 1995 par les forces serbes dans l'enclave bosniaque de Srebrenica.

Hasan Nuhanovic, membre de l'équipe des experts juridiques de Sarajevo, explique que cette demande de révision vise à satisfaire le besoin de justice des victimes, tout en reconnaissant que le processus pourrait prendre des années. Les partis serbes de Bosnie-Herzégovine ont annoncé qu'ils voulaient se "concerter" avec

Belgrade sur la réponse à adopter. Ils dénoncent une initiative "unilatérale" de Bakir Izetbegovic, "qui serait déposée au nom de la Bosnie-Herzégovine mais contre la volonté des membres serbe et croate de la présidence", et qui constituerait "une violation de l'annexe constitutionnelle des Accords de Dayton". De son côté, le Premier ministre serbe Aleksandar Vucic a annoncé "qu'une époque difficile pour les relations entre la Serbie et la Bosnie-Herzégovine était arrivée", ajoutant que Sarajevo avait "beaucoup plus à perdre que son voisin".

Un Etat en faillite

La Bosnie-Herzégovine doit présenter sa demande de révision avant le 26 février, et l'on ne peut que s'étonner qu'elle ait attendu le dernier moment pour le faire, alors que les tensions ne cessent de croître dans le pays. Cette nouvelle montée de sève intervient après une série de crispations nationalistes, bien utiles pour faire oublier la faillite économique dans laquelle est plongée la Bosnie-Herzégovine.

Le 9 janvier dernier, la Republika Srpska a célébré sa "fête nationale", pourtant déclarée illégale par la Cour constitutionnelle de Sarajevo. Certaines unités serbes de l'armée fédérale ont même participé aux célébrations, et Milorad Dodik, le tout-puissant Président de RS, n'a pas hésité à réclamer la formation d'une armée spécifique pour l'entité, séparée de celle de Sarajevo, relançant par l'occasion la menace d'une sécession si jamais la Bosnie-Herzégovine venait à rejoindre l'Otan.

Les fragiles garde-fous qui maintenaient l'unité du pays sont en train de céder les uns après les autres, sans que la communauté internationale, étrangement paralysée, semble capable de reprendre la main.

J.-A. D. et L.G.

Les
fragiles
garde-fous
qui
maintenaient
l'unité du pays
sont en train
de céder
les uns
après les autres.